

N°1692

du 17
Octobre
2023



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

SYMPOSIUM DES CHEFS D'ÉTAT-MAJOR
DES MARIMES DU GOLFE DE GUINEE

Renforcer la coopération pour relever les défis maritimes communs (P.4)

L'OIAC ET LE CCFCC UNIS
PAR LA MÊME CAUSE (P.4)

Boire le café africain pour bien payer le caféiculteur

PROJET WACA

Après la réception provisoire
des ouvrages, la sensibilisation (P.7)

COHÉSION SOCIALE DANS LES SAVANES

Ce qui la fragilise, selon les populations consultées

P.3

EN PLUS...

ÉDUCATION

MODÈLE DE FINANCEMENT DU PARTENARIAT MONDIAL POUR L'ÉDUCATION
Déploiement au Cameroun, en Mauritanie et au Togo

AGRICULTURE

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Un projet pour réformer les politiques et systèmes alimentaires

FINANCES

INCLUSION FINANCIERE

L'expérience togolaise au centre des intérêts de la Semaine africaine de la microfinance (SAM)

SANTÉ

CONTRE LA MORTALITÉ MATERNELLE

Les projets et programmes mis en œuvre au Togo

CULTURE

TOURISME

Les autorités satisfaites du Roc Hôtel d'Atakpamé

La première année de mise en œuvre du projet COSO n'a démarré que le 17 juin 2022. Et déjà, à la mi-septembre 2023, 50 infrastructures communautaires, dont 43 forages photovoltaïques, 5 bâtiments scolaires et 2 centres communautaires, sont achevées... pour près de 13,3 milliards de francs Cfa engagés. En cible, 377 infrastructures communautaires et 27 marchés frontaliers... Des initiatives sont mises en place. Seulement, on ne comprend pas le fossé entre les initiatives et le taux confirmé de pauvreté élevé dans ces localités qui ont un accès limité aux infrastructures socio-collectives, constituant ainsi une source d'anxiété et d'isolement considérable pour les populations vulnérables. Un début de réponse, on le voit dans ce ressenti clairement exprimé par les populations concernées.



Une phase de consultation communautaire au Nord-Togo (archives)

Forfait internet expiré, mégas lé kèdèèè...

Récupère gratuitement tes mégas expirés en renouvelant ton forfait.

*909*2#

Récupère gratuitement tes Mégas expirés en renouvelant ton forfait.
Forfaits internet à partir de 600F.
Volume expiré disponible jusqu'à 6 jours.
Consultation valide expiré *909*90#

Avancer. Pour vous. Pour tous. togocom.tg

Prix	Volume	Validité	Délais gratuits
600F	400Mo	3 Jours	+1 jour

Prix	Volume	Validité	Délais gratuits
1000F 1500F	1Go 1,6Go	7 Jours 7 Jours	+3 jours

Prix	Volume	Validité	Délais gratuits
3000F 5000F 10000F 15000F 25000F	3Go 6Go 20Go 60Go 110Go	30 Jours 30 Jours 30 Jours 30 Jours 30 Jours	+5 jours



TOURISME

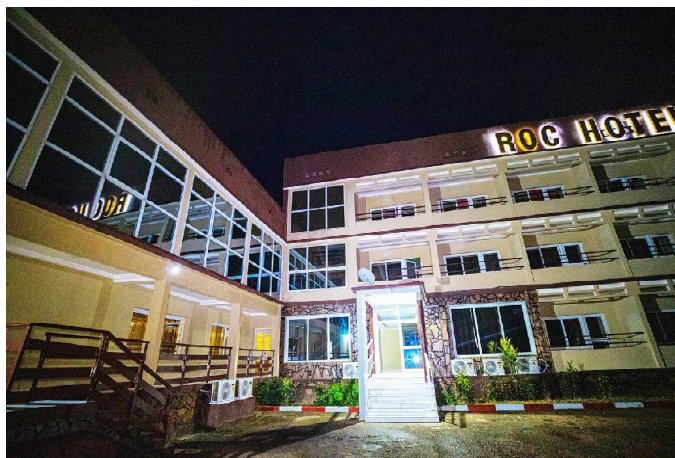
Les autorités satisfaites du Roc Hôtel d'Atakpamé

Enfin... Comme annoncé le Roc Hôtel d'Atakpamé. " Nous sommes heureux de vous annoncer la réouverture officielle du ROC Hôtel d'Atakpamé, le 1er Octobre dernier, comme prévu ", écrit le ministre Kossi Gbégnou Lamadokou sur X (anciennement Twitter).

" Suite à des rénovations majeures, cet établissement hôtelier public, perché sur les hauteurs de la Ville aux Sept Collines, offre désormais un cadre des plus agréables, conçu pour satisfaire une large palette de visiteurs. Cette opportune modernisation, prenant en considération les impératifs novateurs du secteur, s'inscrit harmonieusement dans la vision du Chef de l'État Faure Essozimna Gnassingbe, visant à insuffler une nouvelle vigueur au secteur hôtelier et à promouvoir le tourisme domestique au Togo ".

Le Roc Hôtel d'Atakpamé fait partie du fleuron hôtelier togolais pendant les années d'industrialisation et du développement.

L'ambition du gouvernement et d'amener le tourisme à 6% du PIB.



EXPOSITION

"Lomé / Paris" de Bernard Brisé

Diplômé de l'Ecole des Beaux-Arts de Bordeaux (D.N.S.E.P.), Bernard Brisé est l'auteur d'une demi douzaine d'ouvrages publiés, le souvent en collaboration, avec un écrivain. Par le passé, il a publié un livre de photographie avec Kangni Alem sur les Albinos du Togo.

Bernard Brisé associe sur une même photographie une personne ou un groupe de personnes réelles à une image d'Épinal, une sorte de carte postale emblématique de Paris et de la tour Eiffel. Pour lui, le processus d'exotisation consiste à déconnecter un lieu et des personnes de leur contexte local et de les replacer dans un autre cadre.

Ce Paris à la tour Eiffel, vécu ou fantasmé, destination rêvée par beaucoup car archétype du luxe et de la réussite sociale mais aussi symbole

de l'exposition universelle de 1889 et de ces insoutenables villages indigènes érigés à la gloire de l'empire colonial... nourrit l'image telle une mise en abyme aux multiples degrés de lecture. Cette série photographique a été réalisée à Lomé en janvier/février 2022 dans le cadre d'une résidence d'artiste, organisée par l'association Filbleu et la Commission Nationale de la Francophonie du Togo.

"Depuis Roland Barthes et sa "Chambre claire", nous savons qu'une photographie évoque toujours quelque chose qui a existé et qui n'existe plus, en cela elle nous parle irrémédiablement de nous, de l'éphémère du monde et de notre existence. Passionné, entre autres influences, par les photomontages dadaïstes, je détourne aussi bien la photographie argentique et son négatif (par des



grattages, collages et rajouts de gouache inactinique) que l'imagerie numérique mais je ne néglige pas pour autant un usage dit "classique" du médium : écrire avec la lumière est une définition suffisamment riche en soi qui n'impose aucune frontière, ni aucune limite...", déclare Bernard Brisé.

Exposition à ne pas rater.

THÉÂTRE

Je demande la route de Roukiata Ouedraogo

Roukiata conte avec autodérision son parcours, riche en péripéties, qui la mène de son école primaire au Burkina Faso aux scènes parisiennes. Chacune de ses aventures est l'occasion d'une réflexion drôle et délicate sur les décalages culturels entre la France et l'Afrique.

" Je demande la route " est une traversée initiatique dans un monde de brutes. L'école n'est pas douce en Afrique pour les écoliers. L'arrivée en France est dure pour une migrante désargentée. Le parcours professionnel est compliqué pour

une jeune africaine non diplômée. Mais c'est en surmontant ces épreuves que la jeune fille devient une femme maîtresse de son destin. Roukiata Ouedraogo donne à rire sur divers sujets tels que le parcours d'une migrante, les différences culturelles, le racisme, les souffrances infligées aux femmes... Et offre une belle histoire à la fois grave et légère, à laquelle chacun peut s'identifier.

Avec : Roukiata Ouedraogo
Mise en scène : Stéphane Eliard
Collaboration artistique : Ali Bougheraba



POSTCOLONIAL

L'Australie vote "non" au référendum sur les droits des Aborigènes

Le référendum historique qui se tenait ce samedi 14 octobre en Australie sur les droits des Aborigènes a vu la victoire du "non", après une campagne qui a creusé les divisions raciales dans le pays continent.

Pour la reconnaissance des droits des Aborigènes d'abord, qui espéraient enfin une reconnaissance de leurs droits via une "voix" spécifique inscrite dans la Constitution. Pour le gouvernement australien d'Anthony Albanese ensuite, qui avait fait de ce référendum l'un des moments forts de son mandat. "Les Australiens ont voté contre un changement de la Constitution, a indiqué le vice-Premier ministre Richard Marles après la publication de premiers résultats signalant un échec du référendum. Nous respectons tout à fait ce résultat." Les 17,7 millions d'Australiens devaient voter pour dire s'ils acceptent ou non

de reconnaître dans la Constitution les Aborigènes comme les premiers habitants de l'île-continent.

Le projet prévoyait de créer un conseil consultatif - surnommé "La Voix" - auprès du Parlement et du gouvernement afin d'émettre des avis sur les lois et les politiques publiques qui affectent les populations autochtones, Aborigènes et insulaires du détroit de Torres. Celles-ci représentent 984 000 personnes, soit 3,8 % de la population australienne.

" Nous sommes en 2023, les australiens ont librement et démocratiquement voté par référendum de maintenir les aborigènes dans une condition de sous-humains légale depuis toujours de ce pays développé... un jour, tous devons rendre compte de toute la nérophobie mondiale ", écrit l'écrivain Ivoirien Gauz, très déçu.

EDITION

En Allemagne, naissance d'un géant de l'édition académique

Une transaction à 51,5 millions € permet à l'éditeur allemand De Gruyter de faire l'acquisition de son concurrent néerlandais, Brill, pour constituer un nouveau géant de la publication universitaire. De Gruyter Brill réunira 750 employés, pour un chiffre d'affaires annuel estimé à 134 millions €.

Fondé en 1683, l'éditeur néerlandais Brill, qui officie notamment dans les domaines des sciences humaines et sociales, de la biologie ou encore du droit international, passe sous la coupe de De Gruyter, vénérable maison académique allemande, presque aussi ancienne (sa naissance remonte à 1749).

Après cette fusion, De Gruyter Brill estime qu'il publiera 3500 titres et 800 revues par an, et pré-

voit une accélération des nouveaux modèles de diffusion, notamment l'accès ouvert et les nouvelles technologies de publication. « De plus, l'opération rendra l'entreprise plus résiliente, garantissant des ventes et un marketing plus efficaces et une amélioration de sa capacité à attirer et à retenir les talents du monde entier », souligne le communiqué du nouveau groupe.

Si l'entité insiste sur l'importance équivalente de l'héritage des deux groupes, le siège de De Gruyter Brill sera bien à Berlin, quand le QG de Brill, à Leyde — qui abrite aussi la plus ancienne université des Pays-Bas — deviendra «un bureau de première importance ».

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Un projet pour réformer les politiques et systèmes alimentaires

Etonam Sossou

Les impacts de la faim et de la malnutrition sont visibles dans beaucoup de communautés en Afrique où les systèmes alimentaires endogènes dont les valeurs et les vertus assuraient une bonne alimentation des personnes sont abandonnés progressivement au profit des produits importés. Fort de ce constat, L'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire en Afrique (AFSA), veut sauvegarder et créer des systèmes alimentaires appropriés, viables et durables en suscitant un dialogue entre les acteurs et les parties prenantes des politiques et systèmes alimentaires en Afrique à travers le projet « Dialogue sur les politiques et les systèmes alimentaires ».

Au Togo, les différentes activités du projet sont mises en œuvre par l'ONG Floraison qui est membre de AFSA à travers la branche togolaise du Réseau Africain pour le Droit à l'Alimentation (RAPDA-Togo). Les résultats de l'étude sur les politiques et les systèmes alimentaires dans une vingtaine de pays en Afrique dont le Togo, serviront à AFSA, des

logues inscrits dans cette action de AFSA serviront également à relever les défis liés à la réalisation du droit à une alimentation adéquate pour faciliter une stratégie dans le but d'instaurer un environnement favorable à la souveraineté alimentaire dans le pays.

En effet, au Togo, selon la Banque mondiale, que l'incidence de pauvreté et le nombre de personnes sous-alimentées seront estimés à 42% d'ici 2025 contre 45,5% en 2019. Pour réduire sensiblement ce taux, le gouvernement dispose d'un programme de développement du secteur agricole. Cela s'explique par le fait que l'agriculture est un domaine prioritaire dans l'économie togolaise. Elle représente plus de 40 % du PIB du pays et occupe environ 65% de sa population active, pour une superficie cultivable évaluée à 3,6 millions d'hectares, soit 60% de la superficie globale du pays, dont 41% sont emblavés (1,4 millions d'hectares). Cependant, la faible productivité et le manque de valeur ajoutée dans plusieurs chaînes de valeur restent des défis à relever. En dépit des initiatives prises



éléments pour développer une Politique Africaine de l'Alimentation, il s'agit dans le cadre de ce projet de consulter les différents acteurs et parties prenantes impliqués dans les politiques et systèmes alimentaires ; valider les résultats de l'étude ; lancer du document témoin de l'étude et du dialogue, entre autres. «Le dialogue que le projet va instaurer entre les différents acteurs et les parties prenantes impliqués dans les politiques et les systèmes alimentaires permettra à ces derniers de travailler avec les consommateurs pour obtenir des systèmes alimentaires appropriés à travers des politiques améliorées et consensuelles », a indiqué Mme Claire QUENUM, coordinatrice de l'ONG Floraison.

Les résultats de l'étude et du dia-

logue pour le développement de ce secteur, la variabilité de la production et de l'approvisionnement alimentaires ainsi que les méthodes et les techniques utilisées ne répondent pas toujours aux normes de durabilité des systèmes alimentaires. Cet état des choses reste une source d'insécurité alimentaire, de sous-alimentation, de malnutrition et de retard de croissance dans certaines régions au Togo.

L'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire en Afrique (AFSA) est un réseau régional des réseaux en Afrique qui travaille pour atteindre la souveraineté alimentaire à travers la pratique de l'agro écologie. AFSA trouve que sur l'agro écologie est le système de production le plus approprié pour atteindre la souveraineté alimentaire.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction

Sylvester D. Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

COHÉSION SOCIALE DANS LES SAVANES

Ce qui la fragilise, selon les populations consultées

Late Pater

La première année de mise en œuvre du projet COSO n'a démarré que le 17 juin 2022. Et déjà, à la mi-septembre 2023, 50 infrastructures communautaires, dont 43 forages photovoltaïques, 5 bâtiments scolaires et 2 centres communautaires, sont achevées... pour près de 13,3 milliards de francs Cfa engagés. En cible, 377 infrastructures communautaires et 27 marchés frontaliers... S'il est aisé de constater que c'est la grande attention sur la région des Savanes, le pouvoir central n'avait pas délaissé, pour autant, les localités du septentrion, avant l'actuel marathon de projets déployés grâce au Programme d'Urgence pour la Région des Savanes. Des initiatives sont mises en place. Seulement, on ne comprend pas le fossé entre les initiatives et le taux confirmé de pauvreté élevé dans ces localités qui ont un accès limité aux infrastructures socio-collectives, constituant ainsi une source d'anxiété et d'isolement considérable pour les populations vulnérables. Un début de réponse, on le voit dans ce ressenti clairement exprimé par les populations concernées. En effet, courant décembre 2022, l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB), structure chargée de la mise en œuvre du projet de Cohésion sociale des régions nord du Golfe de Guinée (COSO), a envisagé de conduire un diagnostic de la cohésion sociale dans la zone d'intervention du projet. L'idée est d'améliorer les interventions du projet pour apporter les solutions adéquates aux communautés bénéficiaires, tant en termes de renforcement des capacités que de sélection des investissements, et d'analyser la perception des communautés sur la gestion des infrastructures. L'un des principaux sujets retenus pour des études thématiques dans le cadre de la composante 3 du projet étant la «cohésion sociale». Et c'est M. Laré Batouth Penn, sociologue, qui a été retenu pour cette étude diagnostique.

Au Togo, COSO est financé à hauteur de 60 millions de dollars US par la Banque mondiale sous forme de don et de crédit, et couvre 40 cantons du Togo dont 36 dans la région des Savanes, 2 dans la Kara et 2 dans la Centrale. Dans le cadre de la collecte des informations sur le terrain, le consultant a échantillonné 20 cantons (dont 18 cantons bénéficiaires du projet qui sont frontaliers avec les pays des régions nord du Golfe de Guinée (Burkina Faso, Bénin et Ghana) et 2 cantons avoisinant ceux bénéficiaires du projet qui ont été intégrés à l'étude afin de comprendre les dynamiques actuelles liées aux déplacements des populations et à la situation sécuritaire qui y prévaut). L'enquête a été menée en mars 2023 auprès 916 personnes dont 880 par focus group et 36 par entretiens individuels.

Le consultant Laré Batouth Penn en a vu et entendu. Ainsi, la lenteur du financement (due au bailleur ou

à la structure bénéficiaire) a eu un effet démobilisateur dans plusieurs localités où on assiste à des chantiers abandonnés sans communication des raisons de cet abandon, comme à Galangashie, Gando, Mandouri, Cinkassé ou Koundjouaré. La population se sent abusée et relève que de nombreux centres de santé, écoles, marchés et points d'eau connaissent des irrégularités dans la gestion des ressources financières des structures communautaires de base, comme les détournements, les surfacturations, la vente illicite des médicaments et la tarification de certains actes gratuits ; ce qui peut expliquer la réticence des populations à participer aux travaux communautaires. «*Tout appel à contribution est considéré comme une stratégie pour ces entités de se faire de l'argent. Les populations sont convaincues que des ressources générées par les différents comités de gestion sont suffisantes et disponibles pour permettre d'exécuter les travaux pour la réalisation desquels, leurs contributions sont sollicitées. C'est pourquoi, beaucoup soutiennent, qu'accepter de répondre aux sollicitations des comités équivaut à encourager les détournements*», rapporte le consultant. «*Dans ce village, les gens sont déçus car à chaque fois qu'on a cotisé pour réaliser une activité, les promoteurs détournent l'argent à leur profit. Toutes les actions qu'on a tentées au profit du village se sont soldées par un échec. Donc, les gens n'ont plus confiance. Que ce soit au niveau du centre de santé, de l'école et des forages, les gens refusent de cotiser et rien ne marche*», ajoute un autre enquêté. On évoque le non recrutement des ouvriers et manœuvres du milieu lors de la construction des ouvrages dans les localités. Dans cette zone à fort taux de pauvreté où on s'attend plus à voir l'Etat-providence, les communautés ont du mal à comprendre qu'on leur demande de se mobiliser pour consentir des efforts à suppléer à l'Etat dans la gestion des centres de santé, des écoles, des ouvrages hydrauliques. Pour elles, la participation communautaire est perçue comme un désengagement de l'Etat, une forme d'abandon des populations par les pouvoirs publics et surtout les hommes politiques.

Il y a aussi la crise de la chefferie traditionnelle et l'action des partis politiques comme des obstacles à la participation communautaire : dans plusieurs villages, depuis quelques années, il existe deux chefs, plusieurs sous-chefs, chaque groupe ethnique veut avoir son chef et, du coup, refuse de faire allégeance à un chef issu de l'autre ethnie ; ce qui alimente des conflits. Le travail des agents de santé communautaire est paralysé par les incompréhensions politiques (pouvoir et opposition). Les échecs répétés des actions antérieures de développement ont contribué à fragiliser la confiance entre les populations et entre les communautés et les promoteurs de développe-

ment.

Pour qu'on dispose de communautés capables de prendre activement part à la gouvernance des comités de développement à la base dans la zone d'intervention du projet COSO, de nombreux efforts doivent être fournis dans le long terme, en matière de scolarisation et de formation en contrôle citoyen de l'action publique ; la communauté capable de participer à la gouvernance locale n'existe pas encore et il faudra travailler à la créer, poursuit le consultant. Pour le moment, ce sont les dysfonctionnements en cours dans ces comités qui sont dénoncés ; encore la corruption et les détournements. Ces maux gangrènent le système de santé, sont bien connus des populations locales et ont été documentés par des recherches ; les effets de la corruption sur le système de santé sont considérables et très néfastes, contribuant à une augmentation des dépenses de santé des ménages déjà pauvres. «*Les réticences des communautés à participer (cotiser) en faveur des activités de mobilisation communautaire (santé, eau, école), à soutenir les actions des comités, à utiliser les points d'eau, les services de santé, d'envoyer leurs enfants à l'école, ne sauraient se dissiper sans l'instauration d'un climat de confiance entre les agents publics et les communautés, d'une part, et les représentants des populations et les populations, d'autre part. Pour y parvenir, le projet COSO devra initier des actions urgentes pour endiguer certaines pratiques et les comportements qui favorisent la corruption*», conseille, sur ce sujet, le consultant.

Dans les localités d'intervention du projet, les enquêtés considèrent que les principaux risques et les principales failles en termes de cohésion sociale sont la pauvreté, la marginalité, l'individualisme et l'incivisme. Sur ce plan, voici une compilation de propos recueillis : «*la pauvreté dans notre localité évoque l'absence des capacités humaines de base comme l'analphabétisme, la malnutrition, la longévité réduite, la mauvaise santé maternelle, les maladies pouvant être évitées*» ; «*le gouvernement s'est révélé incapable de construire des structures éducatives et les infrastructures sociales dans notre localité. Les habitants de Barwaga, Douanli, Brougou, Kpahtali, Lalabga, Tchanféféni, Tiwoli, Soungtangou, Tola ou de Gniénga, notamment les femmes, les enfants et les personnes âgées souffrent du manque d'hôpitaux, d'eau courante, de routes, de ponts et d'autres infrastructures de base*» ; «*c'est malheureux, les populations des zones frontalières ont été négligées dans les stratégies de développement de l'Etat togolais. Du fait du manque de réseaux routiers de qualité, d'eau potable et d'électricité, les enseignants et le personnel médical affectés dans la région restent rarement*» ; «*à part quelques personnes aisées, la plupart des gens dans notre localité (Mandouri) et ses environs puisent de l'eau directement dans des rivières*



Une phase de consultation communautaire au Nord-Togo (archives)

et des marres éloignées, dans lesquelles les animaux comme les boeufs, les moutons et les chèvres s'abreuvent également. Et le plus souvent, les populations s'en prennent aux bouviers qui laissent leurs animaux troubler l'eau» ; «*les routes et les ponts initiés sont restés inachevés. Cela entraîne plusieurs accidents de circulation et les populations ne comprennent pas les raisons de ces abandons. Nous avons l'impression qu'on nous trompe. Il faut au moins qu'ils viennent achever ce qu'ils ont commencé pour nous libérer les voies*» ; «*le problème, c'est la justice. Je ne comprends pas pourquoi, pour faire les visites des sites en conflit, il faut payer autant d'argent (75 000 à 150 000 selon les localités). Alors que nous sommes déjà pauvres, on nous vole encore le peu qui nous reste. Parfois, tu t'endettes pour sauver l'honneur et faire établir la vérité,*

mais après tu te rends compte que la vérité est ailleurs», etc. Et la crise sécuritaire, qui a une forte influence sur la radicalisation née des frustrations, vient s'ajouter au grand incivisme qui y sévit. «*Quand on a des informations, il est très difficile de les joindre. Ou quand vous avez l'occasion de leur parler, il nous semble qu'il vous écoute à peine. Pour moi, les forces de défense et de sécurité (FDS) ne nous font pas confiance*», confie un jeune participant à un focus group. Dans certaines localités, l'étude mentionne les FDS et les services des douanes et des impôts comme acteurs menaçant la paix et la sécurité des communautés.

Ah, les conflits fonciers !! Dans presque toute la zone du projet, les disputes foncières vont des luttes verbales (plus ou moins violentes) aux échanges des coups de poing et aux recours aux machettes,

coupe-coupe, gourdins et autres objets de destruction pour combattre l'adversaire. Les contestations des droits de propriété sont la première cause des conflits fonciers inter-collectivités. Sans oublier les conflits entre les autochtones et les allochtones, la violence entre agriculteurs et éleveurs...

C'est tout ça que l'insécurité dans les Savanes a remis au premier plan et qu'il faut régler en urgence, comme dit dans le PURS (Programme d'Urgence pour la Région des Savanes) et ses idées connexes. Le contexte dans lequel vivent les communautés transfrontalières du nord du Togo est très volatile. Que le pouvoir central veille à éviter, cette fois-ci, une reproduction des griefs exprimés !!

Aujourd'hui, des initiatives dans la zone du projet COSO, il y en a tellement au point où un problème de coordination des actions se pose. Pour le consultant, il sera intéressant d'établir un observatoire (à bien gérer) des interventions des parties prenantes de la cohésion sociale pour la zone afin de surveiller la cohérence et l'impact cumulatif des efforts. Il a fini son étude en formulant 13 recommandations.

Le 27 septembre 2023, le rapport de l'étude diagnostique a été validé autour de la question : quelle gouvernance locale pour la cohésion sociale au Togo ?

LOTÉRIE NATIONALE TOGOLAISE

SOCIÉTÉ ANONYME AVEC CONSEIL D'ADMINISTRATION
AU CAPITAL DE 500.000.000 FCFA
RCCM TOGO-LOME 1993 B 2452

16 OCT. 2023

Lomé, le



COMMUNIQUE DE LA LONATO

La Loterie Nationale Togolaise porte à la connaissance de la population qu'il lui a été donné de constater que des individus mal intentionnés arnaquent les demandeurs de terminaux de jeux en leur promettant de les aider à ouvrir les points de vente contre rémunération.

La LONATO, s'insurge contre cette pratique et invite la population à plus de vigilance afin de ne pas tomber dans le piège de ces arnaqueurs.

Par ailleurs, Elle invite tous ceux qui ont été victimes de ces agissements à porter plainte à la police ou à la gendarmerie.

LA DIRECTION GÉNÉRALE



2470, Avenue de la Chance BP 895 LOME (Togo) Tél. : (+228) 22 53 57 00 Fax : (+228) 22 51 35 08 e-mail : lonato@lonato.tg
Avec LONATO, jouez petit pour un gros gain garanti

SYMPOSIUM DES CHEFS D'ÉTAT-MAJOR DES MARIMES DU GOLFE DE GUINEE

Renforcer la coopération pour relever les défis maritimes communs

Eric J.

«Etats et partenaires du Golfe de Guinée, protégeons nos espaces maritimes pour le développement de l'économie bleue», c'est le thème d'un symposium qui s'ouvre ce mercredi à Lomé. Initié par le ministre des Armées du Togo en partenariat avec l'armée française et le soutien de l'Union Européenne, il est organisé à l'endroit des Chefs d'état-major des marines des pays riverains du Golfe de Guinée.

Sécurité maritime et économie bleue

Selon les organisateurs, l'objectif de ce symposium est de renforcer la coopération et la coordination entre les pays de la région pour faire face aux défis maritimes communs. A Lomé, il est question pour les différents états-major de faire la mise à jour sur la situation de la sécurité maritime dans leur pays respectifs. Lors des conférences prévues au programme, les échanges auront trait au bilan et perspectives de l'architecture de coopération de Yaoundé ; comment parvenir



économie bleue durable dans le golfe de guinée au regard du nouveau panorama de la sûreté et de la sécurité maritimes ; le financement des opérations et exercices maritimes conjoints ; le modèle de partenariat pour les déploiements navals internationaux dans le Golfe de Guinée. La coopération inter-administrations, le rôle des marines et la mutualisation des capacités et coopération maritime régionale sont des thèmes qui seront aussi débattus pendant les conférences.

Il est attendu des participants du symposium de Lomé, l'identification des défis et des opportunités dans la perspective d'une amélioration des dispositions sécuritaires et de la sûreté maritime dans le Golfe de Guinée ; la

définition des priorités et des actions pouvant être mener en vue de renforcer la coopération régionale et internationale, en impliquant les acteurs étatiques et non étatiques, tels que les organisations régionales, les partenaires stratégiques, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et la société civile ; la promotion d'une vision commune et la mise en place d'un cadre de concertation visant à susciter une volonté politique commune de faire du Golfe de Guinée un espace de paix, de stabilité et de développement durable, au bénéfice des populations et des intérêts nationaux et régionaux.

Il faut rappeler que ce symposium est précédé de la 3ème réunion du

sous-comité des chefs d'état-major de la marine de la CEDEAO qui s'est achevée ce lundi. Il a été question de l'état de mise en œuvre des projets de sécurité et de sûreté maritimes de la CEDEAO financés par l'UE ; l'état de mise en œuvre des recommandations de la 2ème réunion du Sous-Comité du Chef d'Etat-Major de la Marine de la CEDEAO, tenue à Abidjan ; la discussion sur le 10ème anniversaire du Processus de Yaoundé et les voies à suivre etc. Le point sur les opérations et exercices menés dans la région en 2023 a été fait aux participants.

Lutte féroce contre la piraterie maritime

Depuis l'adoption de la Stratégie Maritime Intégrée de la CEDEAO (SMIC) en 2014 en termes d'augmentation de la surveillance maritime, d'assurance de la sûreté et de la sécurité des zones maritimes et de promotion d'une meilleure gestion de l'environnement maritime. Ces développements ont également contribué au développement de la conscience marine, à l'amélioration de l'économie maritime de la CEDEAO et à la promotion de la recherche régionale.



Selon la CEDEAO, le nombre d'incidents de piraterie et de vols en mer a considérablement diminué depuis leur pic de 68 attaques en 2018 à 50 en 2019, grâce à l'opérationnalisation des Centres de Sécurité Maritime dans le domaine maritime de la CEDEAO. Au total, 68 attaques ont été signalées en 2020, bien que ce nombre soit tombé à 18 en 2021 et à 15 en 2022. Trois incidents ont été signalés au cours du premier trimestre 2023, attribuables à la coopération et à la coordination des autorités maritimes nationales, des centres nationaux de les opérations maritimes à travers les différents États de la CEDEAO et les activités des centres de sécurité maritime dans ce domaine entre et parmi les États membres et la communauté

internationale. « Vous avez compris ! « L'union fait la force ». L'efficacité des mesures dépendra des limites dans lesquelles les Etats membres de la CEDEAO seront disposés et seront capables de s'atteler aux ressources régionales, de s'unir pour renforcer l'efficacité de chaque Etat et de travailler en étroite coopération avec toutes les parties prenantes », a déclaré Kokou Tengou, le ministre de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière. Il a ajouté que le régional ne suffit pas à lui seul. Pour lui, il faudra également associer le continental et l'international. Tous les partenaires devraient unir leurs forces pour venir à bout de ce fléau qui plombe les efforts des Etats en matière de développement de l'économie maritime.

L'OIAC ET LE CCFCC UNIS PAR LA MÊME CAUSE

Boire le café africain pour bien payer le caféiculteur

Late Pater

A Lomé en novembre 2022, l'Organisation interafricaine du café (OIAC) a fini ses 62èmes réunions annuelles par des décisions, propositions et recommandations. Moins d'un an après, elle se réjouit de l'implémentation des résolutions prises dans la capitale togolaise. Elle qui a aussi, toujours à Lomé en novembre, initié le premier championnat africain des jeunes baristas, consacrant des spécialistes et artisans du café qui promeuvent sa consommation locale. Depuis, les deux Togolais primés et un 3ème, également formé, font des émules ; ils sont presque partout à offrir du café au public. C'est cette effervescence à faire des jeunes et femmes, des professionnels et entrepreneurs du café, que recherche l'OIAC. Le Togo se distingue donc positivement : ses baristas sont rapidement devenus des formateurs en préparation du café. L'un dans l'autre, c'est cette dynamique togolaise que reconnaît l'OIAC en choisissant Lomé pour la première étape des délocalisations de la célébration du 1er

octobre, journée internationale du café (JIC) consacrée par l'ONU pour promouvoir le café équitable, célébrer le café en boisson et sensibiliser les gens à la situation des producteurs de café. Les deux premières éditions ayant été célébrées à Abidjan, siège de l'Organisation, en 2021 et 2022. Et comme une coïncidence heureuse, tout advient dans la foulée de l'élection du Togolais Enselme Gouthon à la présidence de l'Organisation internationale du café (OIC). Ce dernier confirme : « ce n'est pas un hasard si notre pays a été choisi ».

Lors des manifestations à Lomé, en différé, ce 14 octobre 2023, un mot-clé a uni l'OIAC et le Comité de coordination pour les filières café et cacao (CCFCC) du Togo : l'injustice qu'imposent les deux marchés qui fixent les prix du café (Londres pour le Robusta et New York pour l'Arabica). Le secrétaire général de l'OIAC, l'ambassadeur Solomon Sabiti Rutega, donne une image, avec ironie : « c'est comme vous produisez de la tomate que vous ne consommez pas ; quand vous l'amenez au marché, c'est le client qui



Les officiels levant leurs tasses de café, le 14 octobre à Lomé

va vous imposer son prix et vous êtes obligés de brader ; sinon, vous retournez à la maison avec le produit, vous ne le consommez pas et il se gâte ». C'est ce que vit exactement le café. Or, l'Afrique, berceau du Robusta et de l'Arabica, reste un gros pourvoyeur de café, mais avec 90% de sa production qui sont exportés. L'autre chiffre frappant : l'Afrique représente environ 12% de la production mondiale du café qui est une source de revenus pour au moins 60 millions de personnes sur le continent, mais cette production n'a contribué qu'à hauteur de 2,5 milliards de dollars US à l'économie africaine en 2021 alors que la valeur commer-

ciale mondiale est estimée à 466 milliards de dollars US. Le prix bord champ n'a pas évolué tandis que la valeur du café transformé a presque décollé. Conséquence : la vulnérabilité du producteur s'est accrue. Enselme Gouthon parle d'un « environnement agressif ». « Les petits producteurs sont la partie la plus vulnérable de la chaîne de valeur du café », ajoute-t-il. Ceux-ci, il faut les défendre à tout prix face à ces marchés, mais il faut aussi savoir jouer avec ses armes.

L'OIAC et, à sa suite, le CCFCC sont confiants dans la solution trouvée pour contourner la dictature des marchés. Il s'agit d'inculquer la culture de

la consommation du café à l'Afrique dont la population est jeune à 70%. D'où la reprise, comme thème de la 3ème édition de la JIC, de la nouvelle stratégie de promotion du café « Boire le Café Africain Construit l'Afrique », menée par l'OIAC. Par an, en Afrique, une personne consomme moins d'un kilo de café pendant qu'on en a jusqu'à 9 kilos sous d'autres cieux ; ce n'est pas normal. Comme au Togo où, avoue la ministre du Commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, Mme Rose Kayi Mivedor, « si la transformation locale a déjà pris une certaine avance, la consommation locale reste toujours un défi à relever car dépendant en partie des habitudes de la population ». En ne consommant pas ce qu'on produit, on est obligé de vendre voire de brader, insiste-t-on. « La consommation locale crée des emplois et renforce l'industrie caféière, obligeant à la transformation sur place parce que la demande est là », déclare Enselme Gouthon, qui brandit fièrement le cas réussi des jeunes baristas togolais et l'implantation des kiosques à café. Au-delà, l'ambassadeur

Solomon Sabiti Rutega entrevoit déjà les défis que va créer ce changement d'habitude de consommation. Il cite le financement, les infrastructures, les pratiques agronomiques, les maladies. « Ces défis ne sont pas seulement africains », a-t-il tenu à préciser.

Célébrer une journée du café, c'est donc amener à accroître sa contribution dans l'économie des pays producteurs, forcément par la transformation et la consommation locales. Et pour du concret, l'OIAC donne un coup de pouce et fait don de matériels de préparation de café au CCFCC dans la perspective de la mise en place d'un Centre de formation professionnelle des baristas. « Ce projet, fruit du partenariat OIAC-OIC-GIZ, permettra au Togo de former des jeunes gens au métier du café et de créer de nouvelles opportunités d'entrepreneuriat », souligne Enselme Gouthon, secrétaire général du CCFCC et président de l'Agence des Cafés Robusta d'Afrique et de Madagascar (ACRAM). Qui rappelle que « le Togo est aussi pressenti pour accueillir une Académie de café,

(suite à la page 7)

INCLUSION FINANCIERE

L'expérience togolaise au centre des intérêts de la Semaine africaine de la microfinance (SAM)

F. Woussou

C'est ce mardi que s'ouvre officiellement la 6ème édition de la Semaine africaine de la microfinance (SAM) à Lomé, dans la capitale togolaise. Des experts de 58 pays dont 40 d'Afrique échangeront sur plus de 70 thématiques liées à la microfinance et surtout à l'inclusion financière. L'expérience du Togo, qui a enregistré des performances très encourageantes dans le secteur d'inclusion financière, sera partagée.

Au sein l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), le Togo affiche des progressions significatives au vu des données publiées en janvier 2023. Selon la BCEAO, le taux d'inclusion financière dans le

pays, est passé de 72,2% en 2018 à 85,72% en 2021, faisant du pays la meilleure performance dans l'UEMOA. Sur la même période considérée, le taux global de pénétration démographique des services financiers qui mesure le nombre total de points de services financiers dans le pays, rapporté à la population adulte, est passé de 33 points à 67 points. Le taux de pénétration géographique des services financiers décentralisés (points de services financiers/1000km2) a également connu une progression remarquable entre 2018 et 2021, passant de 259 points à 589 points. « Ces performances traduisent la ferme volonté du Togo et les efforts consentis pour l'inclusion de tous les togolais conformément à l'axe 1 de la FDR et spécifi-



quement l'inclusion financière », affirme-t-on.

Après la création du FNFI en 2014, qui a permis d'octroyer près de 1 900 000 crédits pour un montant de plus de 109 milliards de francs CFA, avec un taux moyen de remboursement de 95%, le Togo s'est doté d'une Straté-

gie Nationale d'Inclusion Financière en 2021 conduite par le Ministère de l'Inclusion Financière et de l'Organisation du secteur Informel. L'ambition est de booster le secteur de la microfinance à travers le renforcement des capacités institutionnelles ainsi que l'accompagnement des acteurs, mais également l'assainissement du secteur et la facilitation à l'accès aux ressources aussi bien des bénéficiaires qu'aux IMF. « Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé s'est engagé à relever les défis de l'inclusion financière, avec la mise en place des mécanismes inclusifs et durables. Les résultats engrangés ces dernières années suscitent l'admiration des partenaires, et font du pays, une référence en la matière », affirme-t-on au départ-

tement chargé du secteur.

Comme on peut le constater, au Togo, la thématique de l'inclusion financière est une priorité. Le pays partage d'ailleurs son expérience avec les acteurs régionaux dans la mise place des bonnes pratiques. Pour Mazamaesso Assih, la ministre chargée de l'inclusion financière, la SAM est une belle occasion de réunir tous les acteurs importants pour une réflexion commune sur la stratégie régionale afin de faire avancer et faciliter le secteur. La SAM marquera, c'est l'espoir de tous les acteurs impliqués, une importante étape pour le développement et la stratégie du secteur de la finance inclusive dans toute la région de l'Afrique de l'Ouest. « La SAM sera une belle occasion de réunir tous

les acteurs importants pour une réflexion commune sur la stratégie régionale afin de faire avancer le secteur », a-t-elle dit.

Durant une semaine (16 au 20 Octobre), Lomé sera donc le point d'attraction de cet événement majeur dédié au développement de l'inclusion financière en Afrique. Il a lieu tous les deux ans sur le continent, avec pour ambition principale d'offrir une plateforme africaine unifiée d'échanges sur les enjeux de la microfinance en réunissant tous les professionnels du secteur. Des chefs de gouvernement, ministres, représentants des organisations internationales, investisseurs, chercheurs, banquiers, innovateurs et institutions de microfinances.

FOOTBALL/CHAMPIONNAT D1 FEMININ

AC Amis du Monde remporte le titre devant ASKO

L'AC Amis du Monde a confirmé dimanche, au stade municipal d'Atakpame, son statut en D1 féminine en s'imposant 2-0 devant ASKO Féminine en finale du championnat. Le club réalise un doublé consécutif après la saison dernière.

Hervé A.

Dès l'entame de jeu, les champions en titre posent le pied sur le ballon. C'est fort logiquement que l'AC Amis du Monde ouvre le score à la 8^e minute grâce à Moussiriétou Adinda-Akpo. L'attaquante profite d'une mauvaise sortie de la gardienne Bilansama Kanda pour inscrire son premier but de l'après-midi. Derrière, ASKO tente de revenir à la marque. Mais les assauts de Tatiana Kayaba et de Alice Gbati sont infructueux. Amis du Monde contrôle son match et va à la pause avec l'avantage au score.

Au retour des vestiaires, ASKO Féminine va se lancer à l'abordage des cages d'Amis du Monde. Les attaques de Kayaba, Gbati et Esther Nduka n'inquiètent pas Amé Amoukhou qui passe un match tranquille dans ses buts. De leur côté, les filles de Womoh Ametepe contrôlent le match à l'image de Pélagie Sossa impériale en défense. Les remplacements tactiques ainsi que les



appels à la révolte de Kandonga Bakai d'ASKO Féminine ne portent pas de fruits. L'AC Amis du Monde va d'ailleurs enfoncer le clou à la 87^e minute grâce à Moussiriétou Adinda-

Akpo. Le match sera donc plié sur le score final de 2 buts à 0.

L'AC Amis du Monde réalise donc le doublé consécutif du championnat féminin de première division après son

sacre de la saison 2021-2022 et représentera le Togo à la prochaine édition du tournoi qualificatif de la zone UFOA B pour la Ligue des champions féminine de la CAF.

COUPE DU MONDE DE LA FIFA 2034

La FTF exprime son soutien à la candidature de l'Arabie Saoudite

La Fédération Togolaise de Football (FTF) a officiellement annoncé son soutien à la candidature de l'Arabie Saoudite en tant que pays hôte de la Coupe du Monde de la FIFA en 2034.

Cette décision, approuvée à l'unanimité lors de la séance ordinaire du Comité Exécutif à Lomé le mardi 10 octobre 2023, reflète l'engagement inébranlable de la FTF envers le développement du football à l'échelle internationale.

"La Fédération Togolaise de Football a pris cette décision après avoir examiné attentivement les mérites des différentes candidatures pour l'organisation de la Coupe du Monde de la FIFA en 2034. L'Arabie Saoudite a retenu l'attention de la FTF en raison de son investissement massif dans des infrastructures sportives de classe mondiale et de son engagement continu à promouvoir le football dans sa commu-

nauté", indique le communiqué de la FTF signé de son président, le Col. Kossi AKPOVY.

Le Président de la FTF a souligné que cette décision est le fruit d'une conviction partagée au sein du Comité Exécutif quant à la capacité de l'Arabie Saoudite à offrir une expérience exceptionnelle aux amateurs de football du monde entier. "Nous croyons que l'Arabie Saoudite est parfaitement préparée pour accueillir un événement d'une telle envergure et pour marquer l'histoire du football", a déclaré le président Guy Kossi AKPOVY.

La Fédération Togolaise de Football exprime sa confiance dans la vision de l'Arabie Saoudite, qui vise à faire du football un catalyseur de développement et de cohésion à l'échelle mondiale. En soutenant cette candidature, la FTF contribue à renforcer les liens entre les nations par le biais du sport et à encoura-

ger le développement du football dans des régions du monde qui sont peut-être moins représentées dans le paysage footballistique international.

"La Fédération Togolaise de Football est convaincue que l'Arabie Saoudite, avec son engagement envers le football et sa capacité à organiser des événements sportifs de grande envergure, serait un hôte exceptionnel pour la Coupe du Monde de la FIFA 2034. Cette décision marque une nouvelle étape dans l'histoire du football mondial et témoigne de la volonté de la FTF de contribuer activement à l'évolution positive du football au niveau international", conclut le communiqué.

L'Arabie saoudite, qui a l'ambition de devenir une place forte du football international, a annoncé mercredi sa candidature à l'organisation du Mondial 2034, quelques minutes après l'annonce de la nomination des six pays organisateurs

de l'édition 2030 sur trois continents.

Avec cette candidature, la monarchie pétrolière "projette d'offrir un tournoi de classe mondiale et s'inspirera de la transformation sociale et économique en cours de l'Arabie saoudite, et de la passion pour le football profondément ancrée dans le pays", a expliqué dans un communiqué la Fédération saoudienne de football.

"La volonté du Royaume d'accueillir la Coupe du monde 2034 est le reflet de la renaissance globale qu'il a réalisée à tous les niveaux et à tous les niveaux, qui en a fait un centre de leadership et une interface internationale pour accueillir le plus grand et le plus important événement mondial, des événements mondiaux importants dans divers domaines, avec les capacités que le pays possède, des composantes économiques et un grand patrimoine culturel", ajoute le communiqué.

BREVES

Coup dur confirmé pour le Mali !

Au lendemain de sa victoire au forceps face à l'Ouganda (1-0) vendredi à Bamako, le Mali a communiqué sur la blessure de son attaquant Ibrahima Koné (24 ans, 16 capes, 10 buts).

Vendredi soir, le Stade du 26-Mars a été le théâtre d'une scène émouvante. Touché à la cheville à la suite d'une intervention peu académique sur son vis-à-vis ougandais, Ibrahima Koné a été évacué en ambulance au bout de la 30^e minute, sous les larmes de son coéquipier Mohamed Camara, visiblement choqué.

"Sorti sur blessure lors du match amical entre le Mali et l'Ouganda disputé le vendredi 13 octobre, Ibrahima Koné a été immédiatement évacué à l'hôpital du Mali puis à la Clinique Pasteur de Bamako pour des soins pointus. Dans chacun de ces établissements hospitaliers, l'attaquant des Aigles était accompagné du médecin de l'équipe nationale Dr. Halidou Maïga", a informé la Fédération malienne de football (Fémafot) samedi via communiqué.

"Après les examens médicaux effectués par les spécialistes, les résultats révèlent la luxation associée à une fracture de la malléole interne du tibia droit", a poursuivi l'instance sur son site officiel. L'ex-Lorientais a rejoint son nouveau club d'Almería (arrivé en août) ce samedi en Espagne où il sera opéré lundi 16 octobre, toujours selon la Fémafot.

Si l'institution dirigée par le décrié président Bavieux y voit "plus de peur que de mal", les chances d'un retour du géant d'1,90m à moins de trois mois du coup d'envoi de la CAN sont plus que jamais compromises, notamment au regard de la nature de sa blessure. Son forfait pour la édition de janvier-février 2024 est fort probable.

La tentative de la dernière chance pour Mbappé

Où jouera Kylian Mbappé la saison prochaine ? Selon les informations des différents médias européens, la tendance est au Real Madrid. Et c'est plutôt logique, puisque le Bondynoïse ne semble pas vraiment intéressé par l'idée de rejoindre au Paris Saint-Germain.

Son contrat expire en juin, et dès janvier, il pourra discuter avec l'écurie présidée par Florentino Pérez et avec toute autre formation intéressée par ses services. En Espagne, le feuilleton est en tout cas bien relancé, et on parle même déjà de vendre Rodrygo pour financer les juteuses primes qui attendent la vedette des Bleus à Madrid...

Le PSG a-t-il baissé les bras dans cette histoire ? Pas vraiment, puisque les derniers échos rapportaient que l'état-major parisien travaillait encore pour convaincre le clan Mbappé de prolonger, ne serait-ce que pour un an, jusqu'en 2025. Le quotidien espagnol Sport dévoile d'ailleurs de nouvelles informations allant dans ce sens, et explique que le club de la capitale va faire une dernière tentative auprès de l'entourage du Bondynoïse.

Le média indique que le PSG a l'intention de fixer un ultimatum au joueur. Une offre sera proposée au cours de cette semaine, et ça sera la dernière. C'est donc à prendre ou à laisser. Mbappé devra donc donner une réponse définitive d'ici la fin de cette semaine et s'il n'accepte pas, le PSG considérera que le lien est définitivement brisé entre les deux parties, et que son attaquant star partira au terme de la saison.

Pour Sport, l'offre serait d'une seule saison supplémentaire, et le journal soulève même l'hypothèse de voir le PSG, le Real Madrid et Mbappé trouver un accord commun qui puisse arranger toutes les parties, avec une clause assez basse pour le permettre de partir à Madrid dans des conditions peu problématiques en 2025. Rendez-vous dimanche 23h59 donc. Pour rappel, Kylian Mbappé affiche 8 buts en 9 rencontres avec le PSG cette saison et est peut-être face à la dernière chance de remporter la Ligue des Champions avec l'écurie francilienne.

CONTRE LA MORTALITÉ MATERNELLE

Les projets et programmes mis en œuvre au Togo

Etonam Sossou

Chaque année, des mères décèdent au Togo de complications de la grossesse, avant ou pendant l'accouchement ou des suites de couches. 350 mortalités maternelles pour 100.000 naissances vivantes selon le ministère de la santé. Les régions les plus touchées sont celles retirées des centres hospitaliers ou très vastes, avec des zones parfois inaccessibles ou éloignées. Dans ces zones, on compte peu de structures sanitaires adéquates et des insuffisances en équipements. Aussi, le personnel formé en matière de surveillance de la grossesse et de l'accouchement est quasi inexistant. D'autres régions sont également touchées même dans les petits centres urbains, notamment celles qui ont des démographies très fortes. Selon une étude, la mortalité maternelle est due principalement à des hémorragies, des infections et des troubles hypertensifs. Certains décès sont causés par des maladies aggravées par la grossesse, comme le paludisme. Les facteurs de risque sont nombreux et sont entre autres, l'âge précoce à la première grossesse, les

grossesses rapprochées et nombreuses, la surveillance prénatale inadéquate, l'anémie due à la carence en fer, le taux élevé d'accouchements non assistés par du personnel médical qualifié, un système de référence - recours inadéquat et les avortements clandestins. Bien que les hôpitaux et les centres de santé soient dotés d'unités chirurgicales, on y note des interruptions fréquentes dans leur fonctionnement, du fait de l'insuffisance de personnels qualifiés, d'équipements, de médicaments et de sang pour contrer les hémorragies. Les laboratoires et les spécialistes en anesthésie-réanimation sont rares ; ce qui fait que la prise en charge des complications obstétricales et les évacuations d'urgence sont gérées difficilement. Une triste réalité aggravée par la crise sanitaire à coronavirus. Outre les restrictions gouvernementales sur les déplacements, la crainte de choper la Covid19 en consultation prénatale et l'indisponibilité des agents de santé sont entre autres facteurs d'augmentation du taux de décès maternel.

Les mesures prises par le gouvernement

Selon les données actuelles au Togo, on estime à 202 045 le nombre de fem-

mes ayant été en consultation prénatale (soit 70 % de la cible), du début de l'état d'urgence sanitaire à la fin du mois de mai. Durant la même période 71 437 femmes qui ont accouché ont bénéficié de conseils sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant dans les formations sanitaires. du début de l'état d'urgence sanitaire à la fin du mois de mai 2020.

Conscient qu'aucune femme ne doit perdre la vie en couche, le gouvernement togolais a lancé le 14 septembre 2010, la Campagne pour l'Accélération de la Réduction de la Mortalité Maternelle et Néonatale en Afrique, CARMMA, qui prend en charge 80% des frais de la césarienne. Ce programme est actuellement développé dans plusieurs hôpitaux. Tout cela ne peut suffire pour enrayer un fléau dans lequel interagissent de multiples facteurs, notamment la pauvreté, l'analphabétisme, la malnutrition, l'insuffisance des routes et pistes, le manque de moyens de communication, la couverture médiatique faible, notamment de la radio, très écoutée en milieu rural, des tabous alimentaires, des croyances archaïques, le statut social de la femme avec ses lourds travaux ménagers, qui dépend totalement du

mari et ne prend même pas de décision si sa vie et en danger, etc.

Il est ainsi mis en œuvre depuis 2016, le projet d'amélioration de l'accès aux soins et aux services de planification familiale. Lié au Plan national de développement sanitaire (PNDS 2016-2022) il a permis au Togo de combattre efficacement en 3 ans les taux élevés de mortalité infantile et maternelle et d'accroître l'accessibilité et la qualité des soins. Grâce à ce projet, 22 formations sanitaires bénéficient d'une mise à niveau des soins

obstétricaux et néonataux d'urgence, la réhabilitation des structures, l'équipement et la formation du personnel. A terme, il doit réduire de 20% la mortalité néonatale, de 25% la mortalité maternelle et augmentera la prévalence contraceptive de 5% dans les régions concernées.

Le 26 août 2021, le Gouvernement a lancé le programme « WEZOU », pour accompagner la femme enceinte et le nouveau-né. Aujourd'hui, plus de 160 000 femmes enceintes ont été assistées, pour près d'un milliard FCFA. A l'horizon 2025, le gouvernement togolais va construire et équiper six (06) centres de santé mère-enfant sur l'étendue du territoire, couplé avec

l'augmentation du nombre d'accoucheuses auxiliaires d'Etat. Cent (100) centres médicaux sociaux seront construits et des centres de santé communautaires existants seront équipés en mettant un accent particulier sur les équipements en soins obstétricaux performants Sonu (Soins obstétricaux et néonataux d'urgence).

Sur le plan de la protection sociale, le gouvernement a mis en place un programme de Revenu Universel de Solidarité (dénommé Novissi) qui vise à fournir aux personnes les plus vulnérables des soutiens financiers mensuels afin de lutter contre la précarité financière en cette période d'urgence sanitaire.

MODÈLE DE FINANCEMENT DU PARTENARIAT MONDIAL POUR L'ÉDUCATION

Déploiement au Cameroun, en Mauritanie et au Togo

Late Pater

La capitale camerounaise Yaoundé a abrité, du 10 au 13 octobre 2023, un atelier régional portant sur le déploiement du nouveau modèle de financement du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), en collaboration avec l'UNICEF, Plan International et le GPE. L'atelier a réuni les équipes techniques nationales en charge de l'élaboration du

pacte de partenariat du Cameroun, de la Mauritanie et du Togo, qui sont confrontées à des défis éducatifs, politiques et socio-économiques majeurs. A titre d'illustration, huit ans après les engagements des pays pour les objectifs de développement durable, d'importantes proportions d'élèves au Togo (75,6%) et au Cameroun (60,6%) ne disposent toujours pas des compétences leur permettant de poursuivre, sans difficultés,

leurs apprentissages selon les données de l'évaluation PASEC 2019.

Ainsi, l'objectif était de réunir les équipes techniques nationales, partenaires et principaux acteurs du système éducatif, pour mener collectivement une discussion et soutenir les réformes prioritaires afin que chaque enfant puisse avoir accès à une éducation de qualité. Occasion de développer une compré-

(suite à la page 7)

CULTURE DU COTON

Un des piliers économiques et sociaux dans le monde, en Afrique et au Togo

2023 - 07 OCTOBRE, JOURNÉE MONDIALE DU COTON

«De la Ferme au produit fini, rendre le coton équitable et durable pour tous»

Depuis 2021, l'Assemblée Générale des Nations Unies ont décrété, la journée du 07 octobre comme " Journée mondiale du coton ". Cette année, cette journée est célébrée autour du thème : " Faire du coton un secteur juste et durable pour tous, de la ferme à la mode ". Selon les Nations Unies, la journée vise à mieux faire connaître le secteur du coton et le rôle fondamental qu'il joue dans : le développement économique ; le commerce international ; et la réduction de la pauvreté.

La culture du coton est un élément essentiel de l'agriculture mondiale, ayant des implications économiques et sociales considérables à l'échelle planétaire. Le cotonnier est une plante industrielle, ayant pour principaux débouchés les secteurs textile, alimentaire et cosmétique. Dans les régions du sud, il est une composante majeure des systèmes de culture intégrant aussi des plantes vivrières.

Le coton est l'une des cultures les plus répandues dans le monde. Le coton est cultivé dans plus de 80 pays, employant directement ou indirectement des millions de



personnes.

Impact économique et social

En 2022, la production mondiale de coton a atteint 29 millions de tonnes. Cela représente une valeur de 200



milliards de dollars.

La culture du coton est importante pour l'économie mondiale à plusieurs égards. Elle fournit une source d'emplois et de revenus, contribue à la sécurité alimentaire et est une ressource naturelle renouvelable. Il représente une source de revenus majeure pour de nombreux agriculteurs dans les régions rurales, en particulier en Afrique.



En Afrique, le coton est souvent considéré comme un moteur économique essentiel. Il génère des revenus pour les agriculteurs, soutient l'industrie textile locale et contribue aux exportations, ce qui renforce les réserves en devises étrangères des pays producteurs. Il est surtout la première culture commerciale pour de nombreux pays. En 2022, l'Afrique a produit 7,5 millions de tonnes de coton, ce qui représente environ 25% de la production mondiale.

Outre son importance économique, le coton joue également un rôle social significatif. En Afrique, la culture du coton a un impact positif sur les communautés rurales. Elle offre des opportunités d'emploi aux communautés rurales, aide

des exploitations agricoles, les revenus des agriculteurs et le développement du milieu rural. Ainsi, le secteur cotonnier joue un rôle stratégique dans l'économie togolaise.

Le coton représente 60 à 80% des exportations agricoles et contribue pour 3 à 6% de la formation du PIB national selon les années et 17 à 20% des recettes globales d'exportation. En 1999, la production cotonnière a atteint plus de 187 000 tonnes de coton-graine.

Au Togo, le coton est l'une des cultures les plus importantes, avec des milliers de petits agriculteurs qui en dépendent pour leur subsistance. Les initiatives de développement agricole, soutenues par le

milliards de francs CFA a rémunéré les cotonculteurs engagés dans cette culture.

Au Togo, la NSCT assure, la conception, le contrôle de l'exécution de tout programme de culture cotonnière, l'approvisionnement des Organisations de Producteurs de Coton en moyens de production, l'appui à la collecte primaire du coton graine, l'évacuation du coton-graine, la gestion des usines d'égrenage, la commercialisation des produits finis, l'appui à la professionnalisation du monde rural, la mise en œuvre d'activités connexes notamment l'entretien des pistes.



culture innovantes, et l'amélioration des conditions de vie en milieu rural.

Quelques projets clés sont déjà en cours de mise en œuvre comme «Caravane de la Santé» consultation médicale foraine gratuite pour les paysans, le «Projet Foyer

d'obtenir la Certification Coton Made in Africa (CMIA).

Les défis

La culture du coton est une culture importante pour le Togo, l'Afrique et le monde. Elle est l'un des piliers économiques et sociaux dans le monde et au



Outre les programmes coton proprement dit, la NSCT qui s'est enrichie de l'expérience du groupe Olam depuis 2020 et en collaboration avec les Fédération Nationale des Producteurs de Coton (FNGPC), la fédération des cotonculteurs, déploie sur le terrain une véritable politique de durabilité. Cette politique repose essentiellement sur son

amélioré», dissémination de foyers améliorés pour améliorer les conditions de vie des populations et de lutte contre la déforestation. On peut faire aussi état des projets de lutte contre les pertes post-récoltes, la formation des producteurs sur la nutrition ainsi que le projet « d'Appui à la Production Durable de Coton » avec l'ONG Solidaridad et GIZ, au

Togo. Elle offre des opportunités de revenus pour les agriculteurs et pour les pays. Cependant, la culture du coton n'est pas exempte de défis, notamment les fluctuations des prix mondiaux du coton, les problèmes liés aux ravageurs auxquels les sociétés cotonnières et les chercheurs essaient de trouver des solutions. C'est le cas de la



Agenda 2030 les objectifs de développement durable des Nations Unies et intègre la question de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la préservation de l'environnement et la lutte contre la dégradation des terres grâce à des techniques de

profit de, 10 000 cotonculteurs, avec la mise en place des associations villageoises d'épargne et de crédit.

En matière de protection de l'environnement, plus de 11 500 arbres mis en terre sur la période de 2021-2023. Toutes ces actions ont permis au Togo

crise Jassides dont l'émergence brusque a fortement perturbé les cultures en 2022 et auxquels des solutions efficaces ont été trouvées assez rapidement grâce à la mobilisation de la recherche.

KYA

PROJET WACA

Après la réception provisoire des ouvrages, la sensibilisation

F. Woussou

Après la réception provisoire des ouvrages de protection de la cote togolaise (Agbodrafo-Aneho), et face aux rumeurs, selon lesquelles les ouvrages seraient la cause de la submersion marine observée le mois de septembre dernier, l'unité de gestion du projet WACA a initié une série de

afin qu'ils puissent convaincre la base lors des sensibilisations de masse pour contribuer à la pérennisation de ces ouvrages. Cette assise a permis participants d'être édifiés sur les rôles des épis, du brise lame et de la digue de sable ainsi que sur leur choix, dimensionnement, utilité, fonctionnement, limite et l'impact positif puis de

les premiers relais du message de WACA auprès de la population

« a dit le coordonnateur national », a laissé entendre le coordonnateur de WACA Togo. Il a relevé que les riverains doivent comprendre le travail qui est fait, ses limites et les inquiétudes que cela permet de dissiper. « Il faut beaucoup de communication en vue de faire comprendre aux communautés les limites et le fonctionnement des ouvrages réalisés et de savoir les comportements à adopter vis-à-vis d'eux. Nous avons travaillé sur l'érosion côtière et les ouvrages permettant de fixer l'extrait de la côte. Il faut que les populations aient une perception positive de ce qui a été fait », a-t-il indiqué. Selon lui, des visites des ouvrages seront organisées très prochainement pour permettre aux autorités locales de toucher du doigt les réalités du terrain.



séance d'information et de sensibilisation sur les ouvrages réalisés. Les députés, les maires, les conseillers et chefs traditionnels des communes des Lacs 1 (Aného) et 3 (Agbodrafo) ont été édifiés sur le sujet la semaine dernière dans la ville d'Aného.

recueillir les suggestions et inquiétudes en vue de rechercher des approches de solution.

L'objectif de la rencontre est d'échanger et de sensibiliser ces acteurs locaux sur l'utilité, le dimensionnement et le fonctionnement des ouvrages réalisés dans le cadre des travaux de protection côtière en termes de protection physique ; les limites des ouvrages en cas de phénomène cyclique comme la submersion marine. Il s'agit aussi de les éclairer sur leur responsabilité

Il est donc question d'apporter toutes ces informations techniques sur les impacts positifs des travaux de protection de la côte et les phénomènes cycliques. 14 ouvrages d'enrochement ont été construits, dont sept (7) nouveaux épis à Agbodrafo et six (6) réhabilités en plus d'un brise lame à Aného. « Nous devons donc intensifier la communication avec l'ensemble de la population pour éviter des confusions autour des ouvrages construits. Les autorités locales avec lesquelles nous venons d'échanger seront

L'OIAC ET LE CCFCC UNIS PAR LA MÊME CAUSE

Boire le café africain pour bien payer le caféiculteur

(suite de la page 4)

un projet de l'ACRAM avec l'université de Zurich. Beaucoup de jeunes africains pourront y être formés au métier du café.

Seulement, dans le réel, il y a quelque chose qui rattrape vite. « Si il est vrai que la transformation voire la consommation locale du café peut induire une valeur ajoutée, il est très important de prendre conscience du fait qu'il sera nécessaire, pendant quelques années encore, de trouver des débouchés à l'extérieur de nos pays pour une bonne partie du café transformé afin de garantir de meilleurs prix aux producteurs. Les échanges inter-régionaux dans la commercialisation du café sont à explorer sérieusement car cela peut aider à trouver une issue au besoin de valeur ajoutée », fait noter le ministre togolais de l'Agriculture. Lui qui veut plus voir le verre des caféiculteurs à moitié plein. « Dès l'an-

née 2008, l'Etat togolais avait créé l'Institut technique du café et du cacao (UTCC), chargé de l'encadrement, de l'appui conseil aux planteurs et de l'exécution des programmes de promotion des cultures de café et de cacao. Une dizaine d'années après la création de l'UTCC, il y a lieu de constater que, si le niveau de vie des producteurs s'est relativement amélioré, il reste encore bien en deçà du revenu idéal.

Face à ce défi récurrent d'un meilleur revenu aux producteurs caféiculteurs, de nature à récompenser leurs efforts, Mme Rose Kayi Mivedor appelle à demeurer mobilisés. Enselme Gouthon renchérit : « si nous renforçons l'OIAC, nous pouvons peser beaucoup plus et nous défendre vis-à-vis des problèmes du café c'est-à-dire apporter des revenus décents pour nos producteurs ; le marché ne doit pas nous faire baisser les bras ». Mais encore que, poursuit-il, « l'Afrique

ne doit pas seulement être unie, elle doit aussi cultiver plus de solidarité ; la nuance n'est pas anodine et cela n'arrive pas souvent. Sans solidarité, on aura du mal à s'imposer au marché ».

L'OIAC est créée le 7 décembre 1960 et regroupe 25 pays producteurs. Au nom de son projet « Promotion de la consommation intérieure du café », elle compte intégrer des pays africains non producteurs mais gros consommateurs du café. A l'édition 3 de la JIC, le CCFCC a fait déguster le café en abondance, de façon ambulante, et organiser des jeux-concours dotés de prix. Sans oublier la caravane de dégustation du café togolais dans la ville de Lomé. Sa stratégie immédiate, à court terme et à moyen terme : cibler les zones de grandes activités comme les grands marchés et offrir des dégustations gratuites aux vendeuses, vendeurs et aux clients de sorte à les amener à changer progressivement.

MODÈLE DE FINANCEMENT DU PARTENARIAT MONDIAL POUR L'ÉDUCATION

Déploiement au Cameroun, en Mauritanie et au Togo

(suite de la page 5)

hension collective du nouveau modèle du Partenariat mondial pour l'éducation 2025 dans les trois pays confrontés à des défis similaires et de tirer parti des échanges entre pairs comme moyen d'orienter les pays vers un dialogue sur les réformes prioritaires basé sur des données et des preuves. L'éducation est un droit fondamental pour chaque enfant. Pourtant, certains enfants n'ont

pas accès à une éducation pour des motifs liés au genre, au handicap, à la pauvreté, à l'origine ethnique, à la langue, à une situation de déplacement du lieu de vie d'origine ou à cause d'une situation d'urgence humanitaire. De plus, la scolarisation n'est pas synonyme d'une éducation de qualité et d'apprentissage. Le manque d'enseignants formés et de matériel pédagogique adapté, les classes de fortune et

de piètres installations sanitaires empêchent un grand nombre d'enfants d'apprendre dans de bonnes conditions. Certains enfants ont trop faim et d'autres sont trop malades ou trop épuisés par le travail ou les tâches domestiques pour profiter de l'enseignement offert.

« Le Partenariat mondial pour l'éducation est heureux de soutenir le Cameroun, la Mauritanie et le Togo depuis plusieurs années pour les aider à donner à

avantage d'enfants une éducation de qualité. En travaillant ensemble durant cet atelier, les trois pays montrent leur détermination à lutter contre la crise de l'éducation, marquée par la faiblesse de la qualité des apprentissages, et à identifier les réformes prioritaires à mettre en place pour transformer leurs systèmes éducatifs », a déclaré Jo Bourne, Directrice technique au GPE.

DATES	JEUX	RÉSULTATS	COMMENTAIRES
VENDREDI 13 - 10 - 2023	LOTO KADOO		DEUX MILLIONNAIRES RECENSES A ADETICOPE LORS DU TIRAGE N°773 DE LOTO KADOO Le tirage de Loto Kadoo du vendredi 13 octobre a fait sur l'ensemble du pays, de nombreux gagnants de lots intermédiaires. Toutefois, c'est exclusivement à ADETICOPE que la LONATO a enregistré des gagnants de gros lots. Ainsi, @ A ADETICOPE : * Un (01) lot de 1.250.000 FCFA a été gagné sur le point de vente 50642 * Un (01) lot de 1.000.000 FCFA a été gagné sur le point de vente 50658 0La remise de ces lots se fera dans les agences et points de vente de la LONATO à LOME et à l'intérieur du pays.
	LOTO KING		DES MILLIERS DE LOTS INTERMÉDIAIRES REPERTOTIES LORS DU 15ème TIRAGE DE LOTO KING Lors du tirage N°15 de LOTO KING, du vendredi 13 octobre 2023, des milliers de parieurs de la LONATO ont eu le bonheur de remporter de nombreux lots intermédiaires, c'est-à-dire des lots dont les montants sont inférieurs à 1.000.000 FCFA. La remise de ces lots se fera dans les agences et points de vente de la LONATO à LOME et à l'intérieur du pays.
SAMEDI 14 - 10 - 2023	LOTO SAM		LA REGION MARITIME SE DISTINGUE LORS DU TIRAGE DE LOTO Sam ! C'est exclusivement dans la région maritime que la LONATO a enregistré des gagnants de gros lots, lors du tirage N°329 de LOTO Sam, de ce samedi 14 octobre 2023. Ainsi, @ A KEVE : * Un (01) lot de 1.500.000 FCFA, a été remporté sur le point de vente 90229. @ A ANEHO : * Un (01) lot de 1.500.000 FCFA, a été remporté sur le point de vente 70401. La remise de ces lots se fera dans les agences et points de vente de la LONATO à LOME et à l'intérieur du pays.
	LOTO BINGO		LA LONATO ENREGISTRE DES MILLIERS DE GAGNANTS LORS DU TIRAGE N°16 DE LOTO BINGO C'est dans tout le pays que la chance a souri à des milliers de parieurs, lors du tirage N°16 de LOTO BINGO, du samedi 14 octobre 2023. Ces parieurs ont remporté divers lots intermédiaires, c'est-à-dire des lots dont les montants sont inférieurs à 1.000.000 FCFA. La remise de ces lots, se fera dans les agences et points de vente de la LONATO à LOME et à l'intérieur du pays.
LUNDI 16 - 10 - 2023	LOTO DIAMANT		GAINS EN ABONDANCE AU TIRAGE N° 1183 DE LOTTO DIAMANT Plus de sept mille (7.000) parieurs ont eu le bonheur de remporter des gains intermédiaires au tirage Lotto Diamant N° 1183 de ce lundi 16 Octobre 2023. Des gagnants de gros lots ont été également comptés dans certaines villes à savoir : @ A LOME : * UN (01) GROS LOT de 1.250.000 FCFA auprès de l'opérateur 60027 * UN (01) GROS LOT de 1.000.000 FCFA auprès de l'opérateur 50428 Et à l'intérieur du pays : @ A TABLIGBO * UN (01) GROS LOT de 1.000.000 FCFA auprès de l'opérateur 80021 @ A KOUGNOHO * UN (01) GROS LOT de 1.000.000 FCFA auprès de l'opérateur 20523 Ces divers gains seront remis aux heureux bénéficiaires dans les agences et points de vente de la LONATO à LOME ainsi qu'à l'intérieur du pays.
	LOTO GOLD		LES PARIEURS FONT LE PLEIN DE GAINS AU 16ème TIRAGE DE LOTO GOLD Ce lundi 16 Octobre 2023, au tirage N° 16 de Loto Gold, c'est une multitude d'heureux gagnants de divers lots intermédiaires qui ont été enregistrés à travers tout le pays par la Loterie Nationale Togolaise. A ces gagnants s'ajoutent des chanceux millionnaires recensés à l'intérieur du pays notamment : @ A NOTSE : * UN (01) GROS LOT de 2.525.000 FCFA et UN (01) GROS LOT de 1.605.000 FCFA auprès de l'opérateur 20233 @ A BASSAR : * UN (01) GROS LOT de 1.000.000 FCFA auprès de l'opérateur 10626 Les remises de gains se feront dans les agences et points de vente de la LONATO à LOME et à l'intérieur du pays.

La puissance de la Fibre à Notsè !

Internet Très Haut Débit à partir de **15 000 FCFA /Mois**



La Fibre

888 | 119

ou en agence/commercial itinérant

Frais d'installation à 10.000 F
Offres soumises à conditions.

togocom.tg

Avancer. Pour vous. Pour tous.



La puissance de la Fibre à Blitta !

Internet Très Haut Débit à partir de **15 000 FCFA /Mois**



La Fibre

888 | 119

ou en agence/commercial itinérant

Frais d'installation à 10.000 F
Offres soumises à conditions.

togocom.tg

Avancer. Pour vous. Pour tous.



La puissance de la Fibre à Sotouboua !

Internet Très Haut Débit à partir de **15 000 FCFA /Mois**



La Fibre

888 | 119

ou en agence/commercial itinérant

Frais d'installation à 10.000 F
Offres soumises à conditions.

togocom.tg

Avancer. Pour vous. Pour tous.



Equipé et connecté pour la rentrée !

<p>HISENSE E60 4G</p> <p>79.000F</p> <p>+6 Mois d'internet gratuit</p>			<p>S63</p> <p>49.900F</p> <p>+3 Mois d'internet gratuit</p>
<p>BOX NOKIA 4G</p> <p>49.900F</p> <p>+3 Mois d'internet gratuit</p>			<p>BOX HARVILON 4G</p> <p>49.900F</p> <p>+3 Mois d'internet gratuit</p>

#ConnectéALaRentrée

1Go gratuits (valable 10 jours) pour l'achat de ton nouveau smartphone en agence ou partenaires agréés.

60 Go gratuits (valable 10 jours) pour l'achat de ta nouvelle Box en agence ou partenaires agréés.

togocom.tg

Avancer. Pour vous. Pour tous.

